

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ VOUS !

LE MILITANT

SPECIAL
JUIN 1964

Bulletin publié pour aider les militants qui travaillent à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

mmmmmm mmm mmmmmmm mmm mmmmmmm mmm mmmmmmm mmm mmmmmmm mmm mmmmmmm mmm mmmmmmm

FALLAIT-IL RENDRE LES ARMES ?

"LE MONDE" a consacré une demi-page à l'interprétation que donne Claude Bourdet de l'attitude du P.C.F. lors de la libération. Dans cette réponse, il ne sera donc possible que de citer des extraits et renvoyer le lecteur au MONDE du 16 Mai 1964.

Bourdet écrit : "Le PC pouvait faire la révolution -disent les gauchistes- toute la Résistance aurait suivi. Il a obéi aux injonctions soviétiques consécutives à l'accord de Yalta qui laissait la France dans la zone d'influence du monde capitaliste -.

Je pense, en tant qu'ancien membre du C.N.R., connaissant bien la structure de la Résistance française, que Maurice Thorez a eu raison de ne pas essayer de "faire la révolution" et que, si les Soviétiques l'ont conseillé dans ce sens, ils ont eu cent fois raison. Car on n'aurait abouti qu'à une terrible guerre civile ou la Résistance aurait été déchirée et le PCF écrasé".

La discussion, comme le jeu de cartes, ne présente de l'intérêt que si l'on admet une règle. Or, Bourdet débute en trichant. D'abord, selon un procédé classique, il fabrique des "gauchistes" sur mesure au lieu de citer des extraits des documents qui parurent à l'époque. Ensuite il feint d'ignorer la valeur réelle des accords de Yalta. Enfin, il ne veut pas savoir si le gouvernement soviétique avait un point de vue bien précis sur la situation en Europe.

"Si les soviétiques l'ont conseillé" est un vrai poème. Le "Si" est de trop, et le mot "conseillé" convient tout à fait mal pour caractériser les relations entre le Staline que nous connaissons et le Thorez que nous connaissons tout autant.

La vérité historique diffère quelque peu des appréciations de Bourdet. En Octobre 1944, De Gaulle manifesta le désir d'en finir avec les "organisations irrégulières". Ce fut un seul cri dans tout le pays. 30.000 gardes civiques en armes traversèrent Paris et manifestèrent sans que personne ose s'y opposer. Dans nombre d'unités FFI en opération, et en particulier, dans le groupe tactique de Lorraine où je me trouvais, il fut fortement question de marcher sur Paris. Et Duclos écrivit dans l'Humanité :

"On voudrait dissoudre les gardes civiques alors que la police n'est même pas épurée".

De gaulle rengaina ses prétentions, modifia sa tactique et attendit son heure.

En Décembre, il se rendit à Moscou, signa un pacte et amnistia Thorez (qui se trouvait toujours sous le coup de poursuites pour désertion en 1939). Non seulement Thorez eut la permission de rentrer en France, mais le voyage fut même préparé avec beaucoup de diligence. Car Thorez avait un discours important et urgent à faire.

Ce fut le célèbre discours d'Ivry : "Les FTP, gardes civiques et autres formations n'ont plus de raison d'être. Seule la police est qualifiée pour assurer l'ordre. Un seul Etat, une seule armée, une seule police"

Les militants qui ont de la mémoire connaissent bien le mécanisme de l'opération. Déjà, en 1935, Laval s'était rendu à Moscou pour signer un pacte (qui ne l'engageait pas à grand chose finalement) mais qui entraînait la célèbre phrase de Staline:

"Nous reconnaissons à la France la nécessité d'avoir une armée à la hauteur de sa sécurité"

A l'époque (oui, encore à cette époque) Vaillant Couturier jugea nécessaire de commencer son édito de l'Humanité par les mots : "Je sais, c'est dur", mais il concluait que les propos du chef d'Etat Staline n'avaient aucune incidence sur la tactique de la 3ème Internationale et du PCF. Cependant la chronique dite des "Gueules de vaches" disparut des colonnes de l'Humanité.

Raymond Guyot, fraîchement sorti de prison, ou il avait séjourné pour propagande antimilitariste, proclama "le bonheur d'être soldat" dans une armée, ou il n'était plus question que de "faire passer le souffle républicain.

Le tout fut couronné par la "reprise du drapeau tricolore sur les versaillais".

Sachant tout cela, on a donc peine à imaginer que Bourdet s'interroge encore candidement sur les incidences françaises de la politique internationale de Moscou.

Et 1944 fut bien autre chose que 1935. Il s'agissait de l'Europe entière.

Churchil a rappelé tranquillement, comment, penchés sur une immense carte, Staline et lui découpaient l'Europe .

--La Hongrie est blanche ? Peu importe, je la veux dans ma sphère d'influence. Je te laisse en échange la Grèce bien qu'elle soit rouge--
Voilà à quoi revenaient les propos de ces hommes.

Il n'est pas permis de parler de la France seule , quand on évoque cette période. Mais nous savons qu'il est souvent utile de tromper l'unité sur la force du nombre.

Déjà, en 1943, quand la Direction des Partisans Yougoslaves proposa un comité de coordination des partisans pour toute l'Europe, Staline s'y opposa vivement . Il importait que dans chaque pays, chaque organisation ouvrière se voit seule face aux puissances victorieuses. Il importait que seuls les grands Etats aient leur mot à dire sur le "Partage" de l'Europe.

Au début de 1945, le journal communiste l'ACTION dirigé alors par Pierre Hervé écrivait au sujet de la Grèce:

"La plus importante et la plus dynamique des organisations de Résistance, l'E.A.M. forte de ses 2 millions de membres...s'était interdit de prendre le pouvoir dans l'inter-règne du jeudi 12 au Samedi 14 Octobre. De l'avis de tous, elle aurait pu alors le faire sans difficulté, du fait de l'énorme supériorité numérique de son organisation

militaire l'E.L.A.S. dont les troupes de choc avaient, pour ainsi dire, été les seules à affronter l'occupant.

En renonçant ainsi aux solutions de force, l'EAM avait marqué son désir sincère de "légalité et de vraie collaboration démocratique au sein du gouvernement d'Union Nationale"

Passons sur les "Solutions de force" quand il est question d'une "majorité écrasante". Passons sur le désir de "légalité"...laquelle? et retenons que les troupes britanniques débarquées en Grèce songèrent beaucoup plus à désarmer les partisans qu'à poursuivre les dernières troupes nazies aux frontières.

L'armée anglaise "libératrice" perdit ONZE hommes dans les derniers combats contre les allemands....mais tua 14.000 partisans grecs en un mois et demi. (Chiffres de la presse anglaise). Contre les bases allemandes de Lorient, Saint Nazaire et Royan, il n'y eut pas d'avions pendant fort longtemps, mais il y avait des escadrilles de Spitfire pour massacrer les travailleurs grecs en armes.

Cependant, en dépit des chars et des avions, l'armée anglaise réussit seulement à occuper Athènes, tandis que tout le reste du pays était contrôlé par les partisans de l'EAM.

Mais, la direction de l'EAM caractérisa la situation comme un "tragique malentendu" et céda, petit à petit devant toutes les exigences du gouvernement bourgeois installé par les anglais.

Beaucoup plus tard, devant les atrocités perpétrées par les ex-colabos-grecs embauchés dans la police "officielle", bien des partisans reprirent le maquis. C'était bien tard. Mais comme la guerre froide s'installait, Moscou jugea cette action possible. Et Simone Téry alla, au nom de l'Humanité interviewer Markos le général des partisans...qui depuis...

Pour conclure sur ce point, notons que pendant la période d'intervention britannique, l'armée soviétique demeura indifférente à la frontière bulgare, et observa à l'égard des partisans grecs la même lamentable non-intervention que l'on reprocha, par ailleurs, à Léon Blum en 1937 avec juste raison.

La situation en France et l'attitude de la Direction PCF ne peuvent être comprises sans ces quelques aperçus généraux.

Le citoyen Maurice Schuman qui est tout, sauf candide, réalisait fort bien que De Gaulle était parti à Moscou acheter le désarmement des partisans.

A la même heure, ou De Gaulle pénétrait au Kremlin, à la même heure ou les chars anglais massacraient les partisans dans Athènes, Maurice Schuman écrivait dans l'Aube du 8 Décembre 1944:

"Écoutez le triste fracas des chars alliés qui dans d'autres capitales libérées, garantissent seuls l'ordre de la délivrance. La distance qui sépare le Kremlin de l'Acropole nous donne notre vraie mesure".

Les deux Résistances.

Bourdette se livre à des affirmations osées sur les rapports de force entre résistants communistes et non communistes.

C'est un jeu vain et pas très régulier, tout comme il est peu régulier de faire état des efforts du PCF pour s'emparer des leviers de la Résistance quand on se tait, par ailleurs sur les efforts de Londres et de la maffia gaulliste pour éliminer les communistes.

D'accord avec Bourdette pour dire que les FTP avaient moins d'armes que les "Non communistes"... Plus de combattants et moins de stocks cachés.

Bien sûr. Bourdette n'a-t'il jamais entendu parler de ces nombreux parachutages qui n'étaient jamais pour les F.T.P. ?

J'ai appartenu à la Cie FTP , SAINT-JUST. Nous n'avions que des armes prises sur des soldats allemands. Strictement cela . Soir après soir nous avons désarmé des soldats isolés. Le CNR n'a t'il jamais entendu parler de ce genre de faits ? Certes, nous savions qu'il y avait de multiples parachutages. Nous savions même que la milice de Larnand était entièrement équipée de matériel anglais pris au cours d'interception de parachutages réalisés dans de mauvaises conditions . Nous savions aussi que des Cies FTP ont pu parfois "hériter" de parachutages.

Mais il me semble que Bourdet a raté une occasion de se taire quand il a fait état de la supériorité en armement de la Résistance non communiste.

Et nous arrivons à un point capital. De Gaulle et les siens craignaient toute organisation autonome.

Pour le CRS d'aujourd'hui, tout gréviste est un communiste.

Pour De Gaulle, tout groupe ouvrier ou paysan, non contrôlé par ses services était communiste.

Si on a cette vérité présente à l'esprit, on ne peut suivre Bourdet dans ses découpages qui ignorent les classes réelles et concernent seulement des partis qui contrôlaient souvent bien peu de choses.

Mais, avec ce mode de pensée, Bourdet ne peut imaginer qu'une Révolution "stalinienne" en somme. Révolution contre laquelle dit-il : "Nous nous serions tous dressés".

Pour notre part, nous savons que le stalinisme, c'est la contre-révolution. Nous savons que les PC qui ont fait une révolution l'ont fait contre le gré de Staline.

Nous savons que ces PC (comme le PC yougoslave), ayant fait la révolution ont pu ne plus obéir à Moscou et engager une lutte qui fut décisive pour en finir avec le stalinisme.

Mais nous savons aussi que les crimes du stalinisme n'enlèvent pas une goutte de sang à ceux du réformisme.

Ca n'est pas la crainte du stalinisme qui poussa les chefs socialistes allemands à s'appuyer sur la Reichwerh pour massacrer les spartakistes.

La Bureaucratie soviétique est d'une nature distincte de la bourgeoisie. Quand les relations sont froides entre Moscou et l'occident, tous les réformistes se lamentent à propos de la soumission du PCF devant Moscou.

Mais, quand les relations sont cordiales, quand le PCF marche dans la voie de la collaboration de classe, les réformistes lui font des sourires, lui emboitent le pas et tachent même d'aller un peu plus vite.

Nous savons qu'à l'époque où la ligne de Moscou fut : "produire, produire.. Retroussons les manches" etc, les réformistes de tout poil ne voyaient pas là une orientation de Moscou. Ils se trouvaient très à l'aise dans la Direction de la CGT.

Mais quand la ligne de Moscou changea, et quand ce changement coïncida... pour le moins avec le désir des ouvriers qui en avaient marre du blocage des salaires. Alors les vertueux réformistes découvrirent que Frachon n'était pas indépendant et ils firent la scission syndicale.

En vérité, ce que déplorent les réformistes, ça n'est pas le lien qui unit encore le PCF à Moscou, c'est le lien qui unit encore Moscou à la grande Révolution d'Octobre.

Ces considérations ne nous éloignent pas de Claude Bourdet. Car, Claude Bourdet juge la célèbre phrase de Thorez excellente.

Et les plus ignorant des jeunes militants ouvriers se dira fatalement que lorsqu'il s'agit de "rendre les armes", Bourdet n'est pas très soucieux de la procédure.

Lui, membre éminent d'un organisme qui était censé diriger la Résistance, accepte sans le moindre complexe qu'un chef de parti revenu de Moscou prenne une décision qui, on aurait pu l'imaginer, relevait du C.N.R.

Lui, le démocrate, accepte qu'une telle décision soit prise sans le moindre débat, sans la moindre consultation des organisations de combattants. Le plus jeune militant déduira fort logiquement que la "démocratie" est seulement de mise quand il faut polémiquer contre les vilains staliniens.

La Révolution en papier.

"Il y aurait eu une majorité écrasante de la Résistance pour participer à une révolution socialiste française vraiment autonome, ayant une orientation originale et qu'aucun groupe n'aurait cherché à dominer. Cela, ni De Gaulle, ni les Anglo-saxons n'auraient pu l'empêcher"

Les vieux militants savaient déjà que le journal de Bourdet "Combat", portait comme sous-titre après la libération :

"De la Résistance à la Révolution"

Et ce fameux 8 décembre, on pouvait lire dans l'édito de Combat, ces fières paroles : "Ne machons pas les mots : dans ce pays, la France, une révolution est nécessaire".

Il est vrai que les lignes suivantes précisaient :

"Qu'il nous soit permis de nous adresser une fois de plus à notre jeune gouvernement provisoire. Rechercher l'approbation du plus grand nombre, c'est se condamner à retomber bientôt dans l'ornière. On peut gouverner avec la masse, on n'innove qu'avec l'appui d'une minorité. Cette minorité, c'est dans les rangs de la Résistance qu'elle se trouve. Qu'on le veuille ou non, c'est là qu'il faut la prendre"

En somme, il faut une révolution, mais il faudrait d'abord que le gouvernement De Gaulle la désire.

De Gaulle ignora sans doute cette persuasive "adresse", car à la même heure, il négociait à Moscou le désarmement de la Résistance.

Reste la formule équivoque "Qu'on le veuille ou non". On se l'explique difficilement à la lueur du dernier texte de Bourdet.

Dualité de Pouvoir.

La seule réalité, c'est qu'il y avait en France, dans l'hiver 44, deux pouvoirs.

Face aux flics, les FTP et gardes civiques.

Face aux juges bourgeois, les tribunaux populaires.

Le conflit n'était pas dans tous les esprits, IL ETAIT DANS LES FAITS.

Ce n'était plus simplement la classe ouvrière, mais toutes les couches populaires qui étaient écoeurées par ces capitalistes enrichis par le mur de l'atlantique et la vente d'esclaves aux 3ème Reich.

Ecoeurés par cette magistrature qui toute entière avait prêté serment à Pétain et livré à la guillotine les partisans que les nazis n'avaient pas fusillés.

Ecoeurées par "cette police, sans laquelle, comme le disait justement Marcel Paul, au procès de Pétain, les 9/10èmes des résistants n'auraient pu être arrêtés.

Voilà quelle était la situation. Et, pour mieux caractériser cette dualité de pouvoirs, ajoutons qu'en de nombreux lieux, les policiers évitaient prudemment de révéler leurs uniformes et les magistrats avaient pris des

congés de longue durée.

En fait, le vieil appareil d'Etat ne survivait que grâce à la bonne volonté des partis de gauche, grâce aussi au chauvinisme et à la collaboration de classe entretenue par ces partis depuis de longues années.

Bourdet nous dit: "De Gaulle n'apparaissait pas à l'époque comme de droite"

La première question qui se pose, c'est de savoir si De Gaulle avait cessé de l'être "de droite".

Aujourd'hui, la direction du PCF et bien d'autres, ont montré l'attitude réelle de De Gaulle, opposé à la guérilla, soucieux de maintenir des contacts avec les vichyssois, anxieux devant le soulèvement populaire en France (Un an après la Libération, le gaulliste Palevsky exposait tranquillement: "Leclerc fonçait sur Paris pour maintenir l'ordre").

A l'époque, seuls les "Gauchistes" disaient qui était le vrai De Gaulle, celui qui n'eut été qu'un Mikhaïlovitch, s'il y avait eu en France un Tito.

Les "gauchistes" possédaient pourtant sur De Gaulle, moins de documentation que les dirigeants PCF et SFIO. Mais ces dirigeants mentaient au peuple.

Bourdet trouvera peut-être de bonnes raisons à ces mensonges, mais qu'il s'abstienne au moins d'en tirer parti pour nous raconter aujourd'hui que "De Gaulle n'apparaissait pas...".

Le problème était de savoir au profit de qui la dualité des pouvoirs serait liquidée. C'était le seul problème, celui qui était posé dans les faits.

C'est cela la Révolution, et il pouvait y en avoir d'autre.

Et c'est contre cette Révolution que Bourdet se "serait dressé".

Car, peut-on parler sans rire de sa "Révolution socialiste française et autonome"? de cette révolution qui eut été faite par une Résistance plus nombreuse et mieux armée que les communistes?

Bourdet peut être assuré que les FTP ne se "seraient pas dressés" contre elle.

Mais pourquoi invoquer ce ridicule fantôme.

Quand la Direction du PCF décida de rendre les armes, on entendit grincer bien des dents à l'époque, mais seulement des dents de F.T.P.

L'autre chemin vers le socialisme.

Et voilà une étape franchie. On rend les armes et on a bien fait, selon Bourdet qui ajoute un nouveau chapitre à la stratégie réformiste. Jadis on avait entendu parfois des socialistes (en 1905 par exemple) dire qu'il ne fallait pas prendre les armes". Même ces socialistes n'auraient sans doute pas imaginé qu'ils auraient des successeurs partisans de rendre les armes déjà prises.

On dissout les organisations populaires. Mais la nature a horreur du vide.

On ne jette pas les armes à l'eau, on les donne à ceux qui vous frappent hier, et qui recommenceront demain ET QUI ONT RECOMMENCE.

On ne remplace pas les tribunaux populaires par la justice de Salomon, mais par les juges de Pétain, par ceux qui condamnent toujours le lam-piste et le gréviste.

Et on laisse en place le patron collabo... Et on retrousse les manches... Et on "produit".

Tout cela était contenu dans le "Rendez les armes". Qui a dit "A" doit dire "B". Qui a partagé les bénéfices doit partager le déficit.

Mais les hommes n'aiment pas se frapper la poitrine.

Bourdet pense sans doute très sincèrement, qu'en maintenant l'appareil d'Etat bourgeois, il eut été cependant possible de marcher vers le socialisme. Mais il se garde d'indiquer le chemin.

Car nous connaissons le chemin suivi.

Nous avons vu un Parlement plein à craquer de socialistes à la Thorez et de socialistes à la Blum. Il n'y avait, pour ainsi dire que cela dans les Parlements d'après guerre. Et que firent-ils ?

Nous avons vu une presse libre, ou à peu près. Et que devint-elle ? Et par quelle mystérieuse métamorphose ?

Nous avons vu un programme du C.N.R. ou ne manquait pas une virgule. On ne fera jamais mieux. Tout était prévu pour le bonheur du peuple et le malheur des monopoles. Mais à vrai dire, De Gaulle était moins gêné par vingt cinq programmes que par la mitrailleuse d'un seul partisan. Car, De Gaulle connaît son histoire.

Nous avons vu un P.C.F. premier parti de France, occupant plus du tiers de l'assemblée, et réclamant fort légitimement un ministère-clé... et ne l'obtenant pas.

Nous avons vu la grande masse des socialistes (non stalinien... parce que démocrates, s'il vous plaît) glisser leurs principes au fond de leur poche et rigoler doucement devant la situation difficile des leaders du PCF.

Et nous avons vu, enfin, ces leaders s'incliner piteusement. Tout plutôt que reconnaître publiquement que la "Voie parlementaire" était un cul de sac.

Les "gauchistes".

En 1944, la principale, sinon l'unique organisation d'extrême-gauche était le Parti Communiste Internationaliste (Section française de la 4ème Internationale)

Le P.C.I. n'a pas découvert la ligne PCF lors du discours d'Ivry.

Bien avant, le PCI expliqua fort longuement que la politique chauviniste de Moscou contre l'ensemble du peuple allemand était la contre partie de son alliance avec les impérialistes anglo-saxons.

Le PCI expliqua que la ligne anti-bêche était le meilleur ciment moral pour les nazis. Quand le plan anglais Morgenthau de "dépeçage de l'Allemagne" fut rendu public, Goebbels le cita cent fois, avec délectation, à la radio de Berlin.

Les "socialistes authentiques" n'avaient-ils pas d'opinion sur la question ?

Quand "La vérité" clandestine (journal trotskyste) demanda à toute la résistance de protester contre les livraisons d'essence américaines à l'Allemagne nazie, à travers l'Espagne, les "socialistes authentiques" ne retrouvèrent pas leur langue.

Le PCI expliqua que De Gaulle représentait, comme Pétain, les intérêts de la bourgeoisie française. (Depuis, ce sont des gaullistes eux mêmes qui ont repris la formule des Isorni et Cie "De Gaulle, le glaive, et Pétain le bouclier").

Le PCI lutta contre la collaboration de classe dans la Résistance. Cette collaboration symbolisée par le CNR ne trompa que les travailleurs et n'empêcha pas un seul instant les alliés anglais et américains d'aider uniquement les organisations gaullistes.

Le PCI ne fut pas surpris par le discours d'Ivry. Bien avant, il critiquait l'intégration très particulière des FFI dans l'armée gaulliste; intégration qui se traduisait par l'éclatement des unités FFI ..et qui alla jusqu'à la liquidation de cadres FTP. (On reparlera encore de la mort de Fabien).

Bien avant le discours d'Ivry, on réduisait les gardes civiques à des actions démoralisantes (Répression du marché noir avec unique pouvoir sur les modestes cabas de ménagères). Tout était bien fait pour saper la popularité des unités populaires et faciliter leur éventuelle dissolution.

Parlant des "gauchistes", Claude Bourdet aurait donc pu rechercher leurs documents. Il aurait trouvé la petite brochure analysant le célèbre discours d'Ivry et parue sous le titre:

"Avec Maurice Thorez, sur le chemin qui ramène à Vichy"
Claude Bourdet voudra bien reconnaître que si ce titre était gauchiste, il n'en était pas moins prophétique.
Certes, il n'est pas facile de retrouver la documentation des "gauchistes". Pour le PCI, il n'y eu pas d'attribution de papier. Tous les obstacles administratifs furent dressés. "La Vérité" dut continuer longtemps à paraître sans l'autorisation gouvernementale.
Thorez et Cie veillaient au grain, et les éminences gaullistes, Malraux en tête, répondaient "Non" à toutes les demandes de parution légale. Une fois de plus, il y eut un front unique contre-révolutionnaire entre les vilains staliniens et les "authentiques démocrates". Et ceci n'a rien de surprenant.

Etant donné la nature de l'URSS et de sa Direction. Etant donnée la nature des PC, rien n'est jamais joué.
L'action du PC yougoslave n'était pas prévue dans les programmes de Staline ni de Churchill.
Ce parti "Stalinien" marcha vers la révolution. Et ce ne fut pas une révolution "stalinienne".
Rien n'était définitivement joué en France. Tout était possible.
Certes, on peut discuter longuement, on peut objecter, on peut critiquer. Marx jugeait l'action de la Commune prématurée, mais il fut à ses cotés sans réserves dès que le mouvement éclata.
A la veille d'Octobre 1917, Zinoviev était contre l'insurrection, mais il fut DE l'insurrection.

Là ou existe un abîme, c'est celui qui sépare les révolutionnaires des socialistes qui démontrent leur hostilité au mouvement... en sautant dans la tranchée adverse.
Un abîme nous sépare de ces "socialistes" qui "prouvèrent" l'aspect prématuré de l'Octobre 1917, en allant combattre avec les Gardes blancs contre les ouvriers et paysans de Russie.
Un abîme nous sépare de ces "socialistes" qui "démontrèrent" "l'erreur" des spartakistes allemands... en les massacrant.
Un abîme nous sépare des "socialistes" qui auraient, éventuellement, lutté contre les F.T.P. en compagnie de De Gaulle et Churchill en 1944.

Et il nous est vraiment difficile de considérer que tout ceci appartient simplement au domaine de l'histoire.

Calvés André.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Camarades. Le journal "Le Monde" a touché des centaines de milliers de lecteurs. Il dépend de vous que la réponse touche des centaines d'ouvriers.

Ecrivez, donnez votre point de vue.

Calvés André. 82 Bd Port Royal Paris 5ème.